



UNIVERSITÉ

Des remises à niveau pour les étudiants mal définies

Parcoursup : le flou des remises à niveau

Ces formations supplémentaires imposées à certains étudiants pour entrer à l'université divisent.

LOUIS HEIDSIECK @louisheidsieck

ÉDUCATION Parcoursup, la nouvelle plateforme d'accès à l'enseignement supérieur, va demeurer une source de stress pour nombre d'étudiants jusqu'à la clôture du processus le 21 septembre. Aujourd'hui, ils sont en effet près de 130 000 à ne pas être encore fixés sur leur sort. Du côté des universités, en revanche, la plupart ont déjà une bonne idée du remplissage de leurs amphithéâtres pour septembre, à une faible marge d'erreur près.

À quelques semaines de la rentrée, ce sont plutôt les « Oui, si » qui interrogent les présidents d'université. Cette réponse a été donnée sur Parcoursup aux étudiants acceptés dans une formation malgré des lacunes dans certaines matières. Toutes les facultés ont donc été invitées à mettre en place pour ces élèves des « parcours de formation personnalisés » : tutorat, parrainage entre étudiants, cours de langues supplémentaires, mise en place d'une licence en quatre ans... les possibilités sont si nombreuses que chaque établissement a concocté sa propre recette. Et si certains présidents d'université se réjouissent de cette nouveauté au point d'avoir ouvert plus de places qu'initialement prévu, d'autres trouvent inutile et trop coûteux ce dispositif.

À l'université Paris-Est-Marne-la-Vallée, la première année sera une année test. Une seule classe de « oui, si », de 25 élèves, était prévue pour cette rentrée. « *Devant la demande, nous allons doubler cet effectif* », prévient son président Gilles Roussel, qui a opté pour des classes en effectifs réduits et pour un plus

grand nombre d'heures de cours dans ces programmes.

Modules de rattrapage en langue française

Même problème de sureffectif mais à plus grande échelle, à quelques kilomètres de là. À l'université Paris-Nanterre, la commission d'accès à l'enseignement supérieur avait initialement évalué à 400 le nombre d'étudiants qui suivront une remise à niveau. Or « *nous risquons d'avoir à peu près 1 400 étudiants en "Oui, si"* », estime son président Jean-François Balaudé, qui vient de demander une enveloppe supplémentaire au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. « *Ce nouveau dispositif a déboulé d'un coup, sans que l'on puisse facilement en évaluer l'ampleur* », explique encore le président de Paris-Nanterre qui insistera de son côté sur les modules de rattrapage en langue française.

À Strasbourg, le président de l'université Michel Deneken a décidé de faire de la remise à niveau une obligation pour certains profils. Ainsi, tous les candidats en licence de mathématiques et informatique ayant un bac L, technologique ou professionnel seront dirigés vers un « parcours de formation personnalisé ». « *Il s'agit simplement d'ajouter quelques heures pour certains étudiants*, explique Michel Deneken. *Parfois ce sera sous la forme de laboratoires de langues, parfois de parrainage avec des étudiants plus*

âgés. » Sur les 68 000 vœux recensés sur Parcoursup à Strasbourg, 7 100 ont d'ores et déjà reçu une réponse « Oui, si » et l'université se dit prête à tous les accueillir.

Mais tous ne voient pas d'un si bon œil

l'arrivée de ces parcours protéiformes. Ainsi, à la faculté d'histoire de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, le doyen Jean-Marie Le Gall estime « *ne pas avoir les moyens* » de constituer de tels groupes

alors qu'il accuse déjà un déficit de 500 000 euros par an. D'autant qu'il les trouve inutiles dans son cas, puisqu'il a « *les moyens de dire "Oui" à tout le monde* ». « *Ce n'est pas à la fac qu'il faut faire un tel accompagnement, c'est avant le bac* », assène-t-il.

Frédéric Dardel, le président de l'université Paris-Descartes, a déjà mis en place un parcours similaire de remise à niveau et d'orientation depuis trois ans,

dans son établissement. Sur cette épineuse question du coût, il précise que le coût d'une année pour ces jeunes à qui il manque quelques notions est de 3 500 euros, soit « *à peine plus que la moyenne des étudiants de Descartes* ».

Quant à savoir si le ministère est prêt à renflouer les caisses des universités qui en feront la demande pour ces « Oui, si », Jérôme Teillard, le chef de projet Parcoursup au ministère, déclare que « *pour*

l'instant, il n'en a pas été question », mais que « *l'objectif de la ministre Frédérique Vidal est de soutenir ces dispositifs coûte que coûte* ». Cette année, l'enveloppe globale était de 8 millions d'euros pour ces « parcours de formation personnalisée », et 135 000 places y ont déjà été proposées par les universités. L'an prochain, avec un budget prévu de 23 millions, il devrait y en avoir encore davantage. ■



STEPHANE LAGOUTTE/AGENCE FEA

Le campus de l'université Paris-Nanterre. Il devrait accueillir 1400 étudiants en « parcours de formation personnalisée » au lieu des 400 initialement prévus.